

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LIAISON

Energie-Francophonie

NUMÉRO 111 — 1^{er} TRIMESTRE 2019



L'IPBES : LA SCIENCE AU SERVICE DE LA BIODIVERSITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
IFDD

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



La revue Liaison Énergie-Francophonie est publiée trimestriellement par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

56, rue Saint-Pierre, 3^e étage
Québec (Québec) G1K 4A1 Canada
Téléphone: 1 418 692-5727
Télécopie: 1 418 692-5644
Courriel: ifdd@francophonie.org
Site Internet: www.ifdd.francophonie.org

Directeur de la publication

Jean-Pierre Ndoutoum

Rédacteurs en chefs invités

Agnès Hallosserie
Mariteuw Chimère Diaw

Coordination technique

Issa Bado

Coordination éditoriale

Louis-Noël Jail et Marilyne Laurendeau

Comité éditorial interne (IFDD)

Nicolas Biron	Tounao Kiri
Ibrahima Dabo	Mamadou Kone
Henriette Dumont	Jean-Pierre Ndoutoum
Louis-Noël Jail	Lionelle Ngo-Samnick

Comité scientifique

Samir Allal	Panja Ramanoelina
Lori-Ann Cyr	Ahmed Senhoury
Sophie Lavallée	Raoul Siemeni
Stephane Pouffary	Nasser Ary Tanimoune

Collaboratrice à l'édition et responsable de la diffusion

Marilyne Laurendeau, marilyne.laurendeau@francophonie.org

Édition et réalisation graphique

Marquis Interscript

Tirage

2 400 exemplaires

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives du Canada

ISSN 0840-7827

Les textes et les opinions n'engagent que leurs auteurs. Les appellations, les limites, figurant sur les cartes de LEF n'impliquent de la part de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable aucun jugement quant au statut juridique ou autre d'un territoire quelconque, ni la reconnaissance ou l'acceptation d'une limite particulière.

Prix de l'abonnement annuel (4 numéros)

40\$ CAD

Poste-publications - Convention N° 40034719

Imprimé au Canada

..... SOMMAIRE

Mot du directeur..... 4
Jean-Pierre Ndoutoum

Mot du président de la FRB..... 6
Jean-François Silvain

Éditorial..... 8
Agnès Hallosserie et Mariteuw Chimère Diaw

Mot du Président et de la Secrétaire exécutive de l'IPBES.....11
Sir Robert Watson et Anne Larigauderie

Des hypothèses scientifiques à leur confrontation au monde réel Jeux de sciences, savoirs et politiques

**Quelles modalités de mobilisation des savoirs et
d'implication des experts dans les négociations
internationales environnementales?
L'exemple de la biodiversité14**
Sélim Louafi

**Les savoirs sur la nature pour inspirer la transformation
sociale et économique17**
*William Armand Mala, Hindou Oumarou Ibrahim
et Mariteuw Chimère Diaw*

Applications pratiques des conclusions de l'IPBES

**L'alliance de la science et de la politique pour répondre
aux grands enjeux environnementaux.....21**
José Romero

**Évaluation de l'IPBES sur la biodiversité et les services
écosystémiques en Afrique: Apports potentiels
pour la mise en œuvre de la recherche dans
la ceinture du cuivre du Katanga en République
Démocratique du Congo 25**
Mylor Ngoy Shutcha

Photos en couverture, à gauche: IISD/ENB - Sean Wu

à droite: IRD - Jean-Grégoire Kayoum

Suzanne Mogue Kamga (doctorante à l'Université
de Yaoundé1), récolte du raphia au Cameroun.

Une lecture du rapport d'évaluation régionale sur la biodiversité et les services écosystémiques pour l'Asie et le Pacifique 28

Philippe Guizol

L'IPBES en soutien à la politique de biodiversité de l'Union européenne31

Anne Teller

La dégradation des terres vue par l'IPBES : visions et enjeux partagés au sein des conventions de Rio.....34

Jean-Luc Chotte et Mariam Akhtar-Schuster

Renforcement de la participation des acteurs nationaux aux interfaces sciences-politiques sur la biodiversité

Les plateformes nationales pour la biodiversité : un lien important entre l'IPBES et les parties prenantes à diverses échelles 40

Kristina Raab

Le projet WABES : renforcer la participation de l'Afrique de l'Ouest à l'IPBES par le réseautage et la formation43

Souleymane Konaté, Sié Sylvestre Da et Jan Henning Sommer

Renforcement de l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques : une innovation dans le processus de développement national au Cameroun47

Prudence Galega et Éric Bertrand Fokam

Perspectives

Les scénarios plausibles pour l'Afrique après 2030 et 2063 : quelles sont les pièces manquantes?53

Fred Kizito

Vers une harmonisation internationale des indicateurs de biodiversité? 60

Luis Tito de Morais

La recherche francophone sur la biodiversité contribue au développement durable : cas de l'IPBES 63

Yasmina El Bahloul et Houda Ghazi

Entreprises, biodiversité et IPBES : un avenir en commun 66

Véronique Dham

L'IPBES au croisement des grands rendez-vous de la biodiversité.....69

Anne Larigauderie

Message de condoléances – François Dorlot (1942-2018).....71



Une lecture du rapport d'évaluation régionale sur la biodiversité et les services écosystémiques pour l'Asie et le Pacifique

Philippe GUIZOL

Philippe Guizol est chercheur, spécialisé sur la gestion des ressources renouvelables au CIRAD. Il collabore avec le CIFOR sur la restauration des écosystèmes forestiers, les plantations forestières, les chaînes de valeur et la gouvernance des territoires forestiers. Après 16 années en Asie du Sud-Est, il est actuellement accueilli au CIFOR, au centre de Yaoundé, au Cameroun.

La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a été créée pour donner aux gouvernements, au secteur privé et à la société civile des évaluations crédibles pour prendre des décisions éclairées vis-à-vis de la gestion des écosystèmes et de la biodiversité.

Dans ce but, l'IPBES produit des évaluations critiques des connaissances scientifiques disponibles dans le champ de la biodiversité, tout comme le fait, pour le climat, le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

La manière dont cette évaluation¹ a été produite permet d'affirmer qu'elle reflète les meilleures connaissances que l'humanité puisse avoir aujourd'hui sur l'état des écosystèmes et leurs dynamiques dans la région Asie-Pacifique. En effet, ce travail est le fruit de la coordination des efforts de 170 scientifiques de diverses nationalités spécialisés dans ce domaine. Les conclusions de ce rapport ne sont donc pas des opinions, mais bien des résultats scientifiques analysés par des scientifiques : elles sont donc tout à fait crédibles.

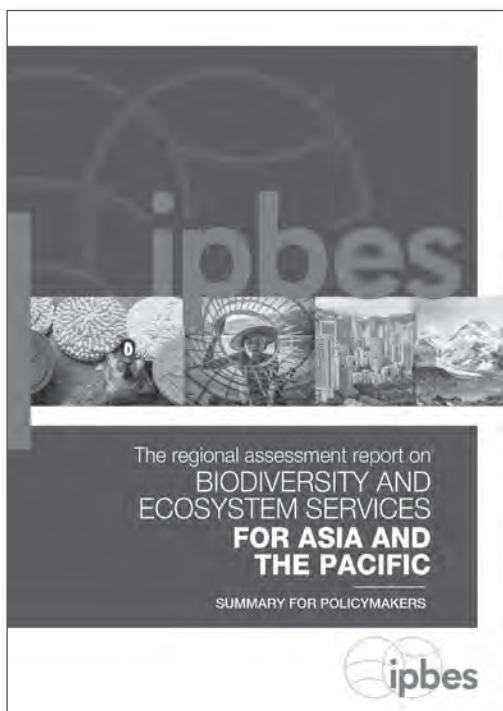
Pour cette analyse, la région Asie-Pacifique a été subdivisée en cinq sous-régions : l'Asie de l'Ouest, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, l'Asie du Nord-Est et enfin l'Océanie. Cette région abrite un grand nombre de biomes, mais aussi de pays aux conditions sociales, économiques et politique très variées.

La région Asie-Pacifique est extrêmement diverse ; les contextes démographiques, sociaux, économiques, politiques et les écosystèmes de pays tels que l'Iran, l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam, la Chine ou les îles Salomon, sont, bien entendu différents. Elle compte près de 60% de la population mondiale (soit 4,5 milliards) et 75% des populations autochtones dont les traditions sont menacées par la disparition des écosystèmes.

Globalement, par rapport à d'autres régions du monde, la région Asie-Pacifique se distingue par quelques grands traits. Elle a connu de 1990 à 2010 une croissance économique (7,6% par an en moyenne), une urbanisation (2 à 3% par an) et une expansion agricole très rapides. La biodiversité et les services écosystémiques ont contribué fortement à cette remarquable croissance économique et la pauvreté a significativement diminuée. Cependant, les changements d'usages des sols au bénéfice de l'agriculture et de l'élevage ont eu en retour un impact négatif sur la biodiversité et cette région compte encore une nombreuse population sous le seuil de pauvreté (400 millions).

 philippe.guizol@cirad.fr

1. <https://www.ipbes.net/assessment-reports/asia-pacific>



Rapport régional Asie et Pacifique de l'IPBES 2018
<https://www.ipbes.net/assessment-reports/asia-pacific>

Sur le plan biologique, la région Asie-Pacifique est l'une des plus diverses au monde. Elle compte 7 des 17 pays à grande diversité biologique, les plus hautes montagnes du monde, de vastes plaines alluviales, des zones côtières, des zones arides, des récifs coralliens et des mangroves, la plus grande diversité d'herbiers marins et la moitié des grandes îles du monde. Dans cette région, de nombreux résultats démontrent que le bien-être des populations est étroitement lié à la nature, via la pêche, la collecte de produits forestiers. Environ 200 millions de personnes dépendent directement de la forêt pour leur subsistance.

La région Asie-Pacifique détient le triste record mondial de la pollution par les déchets plastiques. On y trouve cinq des plus grands pays pollueurs et 8 des 10 fleuves au monde qui transportent les plus grandes quantités de déchets plastiques. Cette pollution affecte la biodiversité terrestre et marine.

Au sein de cette grande région Asie-Pacifique, certaines tendances divergent entre pays. Bien que la qualité des écosystèmes soit en déclin dans la région, elle est bien gérée dans certains pays. Les pays à croissance économique élevée ont augmenté leur couverture forestière et les aires protégées; ils enregistrent des progrès significatifs vis-à-vis de plusieurs objectifs d'Aichi, alors que d'autres pays, moins développés, ont connu, durant ces dernières décennies, une très forte déforestation.

Le rapport de l'IPBES permet d'établir l'importance des contributions de la nature au bien-être des populations et à leur qualité de vie dans les diverses régions et écosystèmes. L'accès aux services écosystémiques contribue bien à la réduction réelle de la pauvreté, mais cependant, la biodiversité y diminue toujours. Par exemple, la pêche de capture est en forte diminution du fait de la surexploitation, des espèces exotiques et envahissantes et de la pollution. Ce secteur représentait 70% de la production halieutique en 2000 mais seulement 40% de celle-ci en 2014. Si les pratiques actuelles se poursuivent, les stocks de poissons exploitables seront épuisés dès 2048. La pêche de capture est remplacée progressivement par l'aquaculture qui croît de 7% par an. 90% de la production aquacole mondiale se trouve en Asie-Pacifique; cependant certaines pratiques aquacoles ne sont pas durables. L'effondrement des ressources halieutiques pose un grave problème de sécurité alimentaire dans la région.

Le rapport montre les tendances quant à la biodiversité et aux services écosystémiques et le rôle joué par les facteurs sous-jacents de leur dégradation. Ainsi il fait l'état des pertes de biodiversité et de services écosystémiques qui contribuent au bien-être des populations dans chacune des cinq sous-régions. En Asie-Pacifique les changements socio-économiques et démographiques sont les principales causes de pertes de biodiversité. Elles provoquent la diminution de services écosystémiques qui bénéficiaient aux populations. À ces causes principales se combinent le changement climatique et des causes secondaires telles que le développement d'espèces exotiques envahissantes qui viennent renforcer la dégradation des écosystèmes.

Les forêts, les écosystèmes côtiers et alpins et les zones humides sont les écosystèmes les plus menacés. Dans les déserts de la région, le surpâturage par le bétail, les conversions agricoles et l'invasion par des espèces exotiques ont dégradé plus de 20% des surfaces. En Asie du Sud-Est, l'extraction du bois et le développement des agro-industries ont provoqué une réduction de 12,9% du couvert forestier. En même temps, l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud ont vu leurs couverts forestiers augmentés de respectivement 22,9% et 5,8%. Ce résultat est attribuable aux politiques des gouvernements; cependant, malgré, l'augmentation du couvert forestier, la biodiversité y est toujours en danger.

En effet, de nombreux indicateurs montrent une chute rapide de la biodiversité. Les populations de grands mammifères et d'oiseaux sauvages ont fortement diminué du fait en particulier de la fragmentation de l'habitat. En Asie du Sud-Est, si la déforestation se poursuit au rythme actuel dans les forêts de plaines, 29% des espèces d'oiseaux et 24% des mammifères disparaîtront probablement au cours

des prochaines décennies. Les espèces exotiques envahissantes influencent l'évolution des écosystèmes et sont une cause importante de perte de biodiversité, en particulier dans les milieux insulaires. L'intensification de l'agriculture, avec un très petit nombre d'espèces et de variétés, affecte l'agro-biodiversité traditionnelle, qui est en déclin. Enfin, les effets du changement climatique et les phénomènes extrêmes ont des impacts sur la physiologie des espèces animales ou végétales terrestres et contribuent à la mauvaise santé des écosystèmes terrestres marins. Malgré l'augmentation des aires protégées dans les écosystèmes marins et terrestres, les pertes de biodiversité n'ont pas ralenti.

Ce rapport éclaire encore sur les conséquences du déclin de la diversité biologique et permet d'identifier des pistes pour pérenniser les services écosystémiques qui permettent aux populations d'avoir des conditions de vie décentes et de pouvoir s'adapter au changement climatique. Enfin, il ne se contente pas d'analyser les causes de la dégradation des écosystèmes mais identifie aussi des politiques, des cadres institutionnels et des options de gouvernance pour atteindre les objectifs de développement durable. Le principal défi auquel font face les pays de la région Asie-Pacifique est d'améliorer le niveau de vie des populations, toujours en croissance, tout en évitant de dégrader de façon irréversible les écosystèmes qui produisent des services vitaux à ces populations, en particulier à la frange la plus pauvre. L'amélioration de la gestion des forêts et des aires protégées, bien qu'elle soit encore largement

insuffisante dans la région, augmente la probabilité d'atteindre les objectifs d'Aichi sur la biodiversité.

On relève qu'une comptabilisation adéquate de la contribution du capital naturel au développement socio-économique pourrait corriger l'indicateur du produit intérieur brut de façon à aider les gouvernements à prendre en compte les coûts de l'utilisation des ressources naturelles.

Peut-être un des résultats les plus remarquables établit qu'une gouvernance inclusive et décentralisée, qui associe au processus de décision les gouvernements, les communautés locales, le secteur privé et la société civile, facilite l'usage durable des écosystèmes. À l'inverse, dans le passé, des politiques qui avaient été conçues sans l'implication des acteurs locaux ont produit des incitations perverses qui se sont traduites en pertes de biodiversité. Les gouvernements qui ont su impliquer de multiples acteurs dans les processus de décision ont pu mieux coordonner la mise en œuvre de leurs stratégies nationales pour la diversité biologique. La coopération régionale contribue aussi à la conservation des écosystèmes terrestres ou marins transfrontaliers.

Il est bien établi que de nouvelles pratiques de gestions adaptatives et participatives des écosystèmes marins ou terrestres, comprenant des partenariats innovants avec le secteur privé, permettent déjà à de nombreux pays de s'engager sur une trajectoire de restauration et améliorer les services écosystémiques au profit de leurs populations. 🌿



Crédit photo : Philippe Guizol